

PROFITS EN HAUSSE ! PENSIONS EN BAISSSE !

Rien de bien nouveau pour la majorité des retraité-es, après avoir été montrés du doigt comme les nouveaux nantis, voilà qu'ils sont désignés pour relever les petits salaires... En cotisant plus pour la CSG et le reste. Quel mensonge ! Quelle démagogie !



Croit-on vraiment que les retraité-es sont sans mémoire ? Que les salarié-es peuvent donner du crédit à ces salades ? Certes des moyens de pressions considérables sont mis en œuvre pour nous faire prendre des vessies pour des lanternes mais la coupe est pleine.

Évidemment les retraité-es ne sont pas dupes, un grand nombre d'entre elles-eux ont vécu mai 68 et les accords de Grenelle... Ils sont en mesure de vérifier que le gouvernement actuel leur sert les mêmes arguments qu'alors pour justifier les mesures antisociales. Et bien entendu pour les mêmes résultats : taxer plus durement encore les plus humbles en exonérant cyniquement les plus riches.

Voilà des années que l'État accorde des privilèges aux entreprises du CAC 40 soi-disant pour relancer l'emploi et dynamiser l'industrie et le commerce. Des sommes considérables leur sont versées sans aucun résultat, ni sur l'emploi ni sur une quelconque relance.

C'est tout simplement scandaleux voire frauduleux... L'argent public optimise le rendement des dividendes et booste les profits... Comment doit-on appeler cela ?

Voilà la réalité. Pourtant, rien, pas un mot, pas un débat pour faire le bilan de cet immense gâchis.

Au contraire ce qui est à l'œuvre c'est une cure d'austérité pour les salarié-es et les retraité-es, c'est depuis longtemps la politique des bas salaires, c'est la destruction des droits collectifs et la remise en cause des acquis par le mouvement social depuis plus d'un siècle.

Alors qu'en vérité, le bon sens et le principe de bonne gestion voudraient que l'on utilise l'argent public pour aller de l'avant et faire face aux besoins du pays et de sa population.

Mais aujourd'hui les retraité-es sont pris pour cible, ils sont spoliés, privés des droits acquis par une vie entière de travail et de fait déposés d'une partie de leurs moyens permettant de vivre décemment.

Le gouvernement, hélas, montre de nouveau son vrai visage : il faut en convenir, il est totalement inféodé au capital financier.



Allons-nous laisser faire ?
Telle est la question !

Face aux enjeux nous avons à construire une force sociale capable de mettre en échec la politique anti-sociale actuelle et mettre fin aux dérives ultra libérales du Président.

Les retraité-es forts de leurs expertises, ont un rôle important à jouer aux côtés des actif-ves et de la jeunesse.

Syndiqué-es ou non le temps est venu de se mettre en mouvement tou-tes ensemble.

Daniel Van de Casteel CE de l'UFR

